

## RAPT D'ENFANTS

## Comment créer un système d'alerte ?

**Les affaires d'enlèvement se suivent et se ressemblent : elles se soldent toutes par des fins tragiques. Au-delà de la vive émotion que suscite la disparition de Haroun-Zaki et de Brahim, c'est toute la problématique du dispositif d'alerte-enlèvement qui est posée aujourd'hui. Comment mobiliser forces de sécurité et société civile pour éviter ces drames ? Le dispositif mis en place en Algérie est-il assez efficace ? Réponses de spécialistes.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Les questions taraudent tous les esprits : pourquoi les enlèvements se terminent systématiquement par d'abjects meurtres ? Comment les investigations se font-elles ? Comment les forces de l'ordre se mobilisent-elles après le signalement d'une disparition ? Ce dispositif est-il assez efficace ? En Algérie, il n'existe pas encore de système alerte-enlèvement.

Le seul dispositif qui existe actuellement est celui que mettent en branle la police ou la gendarmerie.

Une procédure souvent jugée lente par les parents puisque très souvent, les services de sécurité attendent au moins 24 heures avant de valider la thèse de l'enlèvement, lui préférant souvent celle de la fugue. Un temps précieux est ainsi perdu alors que les spécialistes des investigations sont formels : les premières heures sont déterminantes pour secourir les enfants enlevés. Au-delà de ces premières heures, les indices, les éventuelles traces laissées par les ravisseurs sont sérieusement compro-

mis. Ce dispositif a pourtant déjà fait ses preuves ailleurs et a permis de sauver des vies. En France, à titre d'exemple, le dispositif permet la diffusion, durant trois heures, d'un message d'alerte sur les chaînes de télévision, les radios, les agences de presse, sur les sites internet ou dans les gares.

Plusieurs critères, très stricts, doivent être réunis : il faut être en présence d'un enlèvement avéré et non d'une simple disparition, même inquiétante. Il faut aussi que la victime soit mineure et que sa vie ou son intégrité physique soit en danger. Il ne s'agit évidemment pas de déclencher l'alerte à chaque fois que des parents s'inquiètent pour leurs enfants mais de mettre en place en Algérie un véritable mécanisme qui puisse permettre non pas de retrouver des corps sans vie mais d'arracher des mains des assassins des enfants enlevés.

Arar Abderrahmane, président du réseau Nada de défense et de promotion des droits des enfants, est formel au sujet de l'urgence de mettre en place un mécanisme efficace d'alerte. «Il faut mettre de nouveaux mécanismes d'alerte et arrêter de réagir après coup. Il nous faut un système fondé sur l'interaction de plusieurs acteurs y compris les médias qui doivent tout de suite répercuter l'information. Il faut que l'information circule de manière très rapide».

Mais au-delà de ces aspects purement «techniques», le président du réseau Nada évoque «une grande faille» dans l'ensemble du dispositif de prise en charge des enfants dans l'espace public. Il déplore l'absence de



Il faut mettre en place un mécanisme qui puisse arracher des mains des ravisseurs les enfants enlevés.

structures et la démission des APC et plaide pour une prise en charge plus globale de la problématique. «Il y a une couche de délinquance qui s'installe en Algérie. C'est sur cette couche qu'il faut travailler en profondeur» dit-il, plaidant pour un système prenant en compte toutes ces dimensions.

«Il faut réhabiliter le travail des travailleurs sociaux», dit-il affirmant qu'il faut fonder un mécanisme profond en plaçant des animateurs de quartier qui puissent être vigilants et à l'écoute de ce qui se passe aux

alentours. Le travail de routine des forces de sécurité, dit-il, ne peut être suffisant face à l'absence d'un travail sociologique plus profond. Il déplore la dévalorisation du travail des assistants sociaux dont le rôle est primordial pour détecter les comportements sociaux ou suspects. Sans ce plan, déjà proposé aux gouvernements à maintes reprises par la société civile, il n'est pas exclu que d'autres cas d'enlèvements aux issues tragiques se reproduisent.

N. I.

### **LE LIEUTENANT-COLONEL DEMEN DEBBIH, DIRECTEUR DES ÉTUDES CRIMINOLOGIQUES À L'INCC : «Les criminels agissent comme des prédateurs»**

Bien qu'il n'y ait pas en Algérie de «profil psychologique» de l'agresseur d'enfants, les cas constatés ces dernières années ont démontré qu'il existe des similitudes dans le mode opératoire de cette catégorie de criminels. «Dans les cas d'agressions sexuelles envers les enfants, les auteurs agissent comme des prédateurs. Ils ciblent leurs victimes, déterminent leur vulnérabilité et attendent le moment propice pour passer à l'enlèvement. Une fois l'acte de déviance sexuelle consommé, les victimes deviennent des témoins à charge. Les agresseurs passent alors à une autre phase qui consiste à éliminer leurs victimes, c'est le meurtre. Les mutilations interviennent par la suite et sont commises dans l'objectif d'effacer les traces», explique le lieutenant-colonel Zahr-Eddine Demen Debbih, directeur des études criminologiques à l'Institut de criminologie et de criminalistique de la Gendarmerie nationale.

Dans d'autres cas, l'agresseur commet «l'acte de tuer» dans le but de faire «taire la victime». «Le mobile du meurtre est la clé principale qui permet d'analyser le comportement de l'auteur et les causes du passage à l'acte. Dans le prolongement du travail effectué par les officiers de police judiciaire, les psychiatres interviennent pour déterminer les capacités de discernement au moment des faits. Sur le plan juridique, il est important de déterminer les responsabilités. Il faut savoir si l'individu était responsable ou non au moment des faits», indique l'officier. Cependant, l'analyse comportementale peut s'avérer complexe lorsque le crime est commis par un groupe d'individus. Selon lui, il est nécessaire de mettre en place des mécanismes de prise en charge sanitaire pour les individus à risque. «Outre le placement en milieu carcéral, il est important d'imposer un traitement médical d'obligation. Le criminel doit être suivi médicalement en prison et même après avoir purgé sa peine», affirme le lieutenant-colonel Zahr-Eddine Demen Debbih en indiquant que cette mesure figure parmi une liste de recommandations élaborées par la Gendarmerie nationale. Autre recommandation, la création d'un système d'alerte pour lutter efficacement contre les enlèvements d'enfants. «La technologie permet aujourd'hui de diffuser rapidement et de façon très large la photographie de l'enfant ainsi que le signalement des auteurs présumés de l'enlèvement. Le rôle des médias audiovisuels est primordial dans ce processus.» Le directeur des études criminologiques à l'Institut de criminologie et de criminalistique tient à préciser que les crimes contre les enfants recensés en Algérie ne permettent pas de dire que la société est confrontée à un «phénomène». «Pour parler de phénomène, il faudrait que les crimes atteignent un certain nombre d'homicides sur 100 000 habitants. Il est vrai que chaque cas est une vie humaine, mais fort heureusement, nous n'avons pas atteint ce taux. A titre indicatif, en 2012, la Gendarmerie nationale a enregistré 42 cas d'enlèvements d'enfants», souligne le lieutenant-colonel Zahr-Eddine Demen Debbih.

T. H.

### **BÉNI DOUALA (TIZI OUZOU)**

## Les proches du jeune disparu demandent une nouvelle audition du suspect

**Le mystère reste entier autour de la disparition du jeune Laceuk Ali du village Tala Khelil, dans la commune des Aït Douala.**

Un dossier sur lequel les autorités judiciaires et policières gardent un silence qui alimente suspicion et rumeurs au sein de l'opinion et qui mobilise encore les comités de villages de la commune des Ath Douala et de la famille du jeune Ali, convaincus que sa disparition n'est pas aussi énigmatique que d'autres le pensent et qu'il reste un faisceau de preuves et de pistes que les enquêteurs et la justice doivent exploiter pour connaître la vérité sur cette disparition du jeune homme Ali qui remonte au 22 février dernier.

C'est ce qu'ont estimé ses frères et les membres de la coordination des comités des villages de la commune d'Ath Douala dans une conférence de presse organisée, hier au siège de la Maison des droits de l'Homme et des citoyens de Tizi Ouzou.

Revenant sur les péripéties et tous les événements liés à cette disparition ainsi que sur toutes les démarches entreprises auprès des autorités judiciaires, policières et de la wilaya de Tizi-Ouzou, les animateurs de cette rencontre avec la presse et, notamment, le frère de la victime, sont convaincus que la décision du procureur de la République près le tribunal de Tizi Ouzou, de libérer le suspect, B.

Mourad du village Taazibt, dans la commune de Naciria, dans la wilaya de Boumerdès reste injustifiée, voire même inopportune, considèrent-ils.

B. Mourad reste à leurs yeux la clé qui peut ouvrir le mystère qui entoure cette affaire. De fait, une nouvelle audition de ce dernier par le procureur de la République est plus que nécessaire. Ils sont convaincus que tout indique que B. Mourad détient la vérité sur la disparition de la victime. Entre les deux, des contacts soutenus ont existé, surtout, depuis le retour de France de B. Mourad, pays qu'il a rejoint de façon clandestine (Harraga). Ce dernier avait promis d'aider la victime pour obtenir un visa pour la France. Pour ce faire, rendez-vous avait été pris au téléphone entre les deux jeunes gens. Un appel adressé la veille du 22 février, jour de sa disparition, par L. Ali pour une rencontre qui a eu lieu le 22 février.

D'après les témoignages fournis par les membres de la coordination des comités de villages, Mourad et Ali se sont rencontrés, comme convenu. Ce dernier prendra place dans le véhicule de Mourad pour une destination inconnue. Un appel téléphonique qualifié «d'urgent» par le frère d'Ali qui lui a fait part de son inquiétude a été donné le jour même. L'analyse de l'historique des appels a permis aux enquêteurs de s'apercevoir que le coup de téléphone avait été effectué depuis la

région de Naciria. Plusieurs appels provenant d'appelants anonymes lui ont été adressés

Un appelant se présentera même comme un élément des services de sécurité informant la famille qu'Ali est à leur niveau. Information vite démentie par les services de sécurité qui s'apercevront que l'appel en question a été répercuté par le relais d'un opérateur téléphonique situé dans la région de Dellys.

Pour la famille et les membres de la coordination des comités de villages, ces détails sont suffisamment troublants pour permettre de conclure à une disparition forcée du jeune Ali, excluant de fait toute autre hypothèse liée, par exemple, à sa prise en charge par un réseau de Harraga.

Dans une déclaration remise à la presse, la coordination des comités de village de la daïra de Béni Douala saisit l'occasion de la disparition de jeune Ali Laceuk, pour alerter sur le climat sécuritaire délétère qui sévit sur tout le territoire de la daïra «en proie à des exactions de toutes sortes, de comportements délinquants dont certains ont conduit à des assassinats de personnes.», selon les rédacteurs de la déclaration qui déplorent le silence des autorités «qui ont été, à chaque fois, interpellées», précisent-ils encore, tout en rappelant les pouvoirs publics à leur devoir d'assurer la sécurité des biens et des personnes.

S. Aït Mébarek